

*Initiatives ministérielles*

mesure à la lumière de toutes les autres qui ont été prises et qui ont exacerbé ces craintes.

**M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest):** Monsieur le Président, j'interviens dans cette enceinte cet après-midi au nom des milliers de personnes âgées de la merveilleuse circonscription d'Hamilton-Ouest.

Permettez-moi de préciser que le programme conservateur ne pourrait être plus clair. De façon cruelle et révoltante, le gouvernement s'est lancé intentionnellement dans le démantèlement du régime de sécurité de la vieillesse au Canada. Il s'agit là d'un droit pour lequel les Canadiens se sont longtemps battus, d'un dépôt sacré—cette fameuse expression, monsieur le Président—honoré par les gouvernements au fil des ans.

Vous remarquerez que j'ai parlé de «droit». En effet, la sécurité de la vieillesse n'est pas de l'assistance sociale ni un cadeau du gouvernement ni encore, contrairement à ce que le ministre des Finances a déjà affirmé, un avantage social. Il s'agit d'un droit pour lequel les personnes âgées paient depuis 1952.

Oui, le gouvernement procède à la récupération. Il ressemble à un énorme ours affamé qui veut avaler tout ce qui lui tombe sous la dent. Fondamentalement, il vient arracher aux personnes âgées l'argent qui leur appartient.

Un peu plus tôt cet après-midi, dans cette enceinte, un député de l'Ontario est intervenu et a déclaré qu'il n'avait entendu aucune récrimination et que personne ne lui avait téléphoné pour se plaindre de ce projet de loi. Il devrait tenir une réunion dans sa circonscription et inviter les personnes âgées à venir le rencontrer pour prendre le thé avec lui un bon après-midi. Il connaîtrait ainsi la position des personnes âgées dans sa circonscription. S'il s'y refuse, j'en organiserai une sous peu dans ma circonscription de Hamilton-Ouest. S'il veut venir dans ma circonscription et s'entretenir directement avec les intéressés, je l'invite à le faire.

Nous avons droit à l'attribution de temps et à la clôture pour la dixième ou la onzième fois depuis le commencement de nos travaux, en avril. C'est la façon que le gouvernement a choisie pour nous dire qu'il faut faire adopter rapidement cette mesure impopulaire, car il vaut mieux que les Canadiens en sachent le moins possible. Le gouvernement a donc décidé de nous forcer à adopter le

projet de loi C-28 à la vapeur sans avoir préalablement tenu une série de discussions honnêtes et complètes sur la teneur de cette mesure, mais surtout sans en avoir obtenu le mandat de la population.

Je rappelle aux députés d'en face et à ma droite les paroles suivantes que leur chef, le premier ministre, a prononcées le 8 novembre en Nouvelle-Écosse:

Tant que je serai premier ministre, non seulement les programmes sociaux, surtout les mesures de soutien aux personnes âgées, ne seront-ils pas amoindris, mais ils seront améliorés.

Est-ce que cette mesure de récupération des prestations de vieillesse fera plus tard l'objet d'un débat en règle? Non. Les Canadiens de tous les coins de ce grand pays auront-ils l'occasion de l'étudier, de se faire entendre et de participer à cet exercice législatif? Non. Peut-on dire alors que le gouvernement se soucie des besoins sociaux de ce grand pays? Non plus. Il n'a pas compris. Nous pouvons dire sans craindre de nous tromper que le gouvernement a plutôt choisi de démanteler les programmes sociaux et de trahir les obligations sociales qui ont fait du Canada l'envie du monde entier.

Le principe qui doit prévaloir dans notre société, c'est celui de l'universalité et la justice sociale, cette idée même qui veut que tous les citoyens, riches, pauvres, jeunes, vieux, aient droit aux programmes sociaux. Le pays doit être le même pour tous. Or, ce n'est pas ce que pense le gouvernement conservateur. L'universalité n'est pas un principe valable aux yeux des conservateurs inconditionnels, les vrais «bleus».

Quelle image impitoyable, dure et d'un bleu acier. Le gouvernement dit aux retraités qui ont travaillé durement pour mettre de côté de peine et de misère un peu d'argent en prévision de cet âge d'or que serait la retraite: «Redonnez-moi cet argent et vous êtes priés de vous la boucler». C'est ce qu'ils disent. La clôture, hein?

**M. Kempling:** C'est de la foutaise!

**M. Keyes:** Le député de Burlington utilise des mots grossiers pour expliquer mon point de vue.

**M. Kempling:** Vous êtes malade.

**M. Keyes:** Avez-vous entendu cela, monsieur le Président? Je pense que d'autres députés l'ont entendu et, à mon avis, le député doit s'excuser et se rétracter.

En fin de compte, le gouvernement tourne le dos aux retraités en disant: «Cela leur apprendra d'avoir été